



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 14 mai 2019

DELIBERATION
N° CFVU-2019-13-DRL-005

RESULTAT DU VOTE

Nombre de votants :

Voix favorables :

relative au régime des études et contrôle des connaissances de la

Licence Droit , Économie, Gestion

Mention Droit

Parcours type Droit

1^{ère} année

Antenne de MONTAUBAN

Pour l'année universitaire 2019/2020

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté du 30 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 22 janvier 2014,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élève étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil de faculté en date du 19 mars 2019

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances de la licence Droit, Economie, gestion mention Droit parcours type droit 1^{ère} année Antenne de Montauban sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

La licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit, parcours type Droit, est une formation universitaire généraliste permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en droit.

ARTICLE 2. Accès de plein droit

2.1 -L'inscription annuelle à la 1^{ère} année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit, parcours type droit, est ouverte de plein droit en formation initiale aux étudiants titulaires du baccalauréat français ou d'un titre ou diplôme admis en dispense du baccalauréat. Sont admis de plein droit les étudiants inscrits en première année de CPGE dont l'établissement a signé une convention avec l'université Toulouse 1 Capitole.

A la fin du semestre 1 l'étudiant peut choisir :

- Soit de poursuivre les études au deuxième semestre de la première année de licence Droit,
- Soit de se réorienter vers une autre formation. Dans ce cas, le dossier sera examiné par une commission d'orientation.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Les étudiants qui n'ont pas un accès de plein droit à cette formation peuvent être autorisés par la Présidente de l'Université sur avis d'une commission, à s'inscrire après validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels.

3.2 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - Le nombre de réinscriptions est illimité.

ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la troisième année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1 - La première année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Droit, parcours type Droit est organisée sur deux semestres. Chaque semestre est organisé en blocs de compétences et de connaissances composés d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 4 blocs de compétences composés de 10 unités d'enseignement, et le second semestre comprend 4 blocs de compétences composés de 10 unités d'enseignement, totalisant chacun 30 crédits. L'enseignement comprend des cours magistraux (CM) et des travaux dirigés (TD). Les modalités de contrôle des connaissances figurent en annexe du présent document.

ARTICLE 7. Modalités de constitution des groupes de cours magistraux (CM)

7.1 - L'enseignement comprend des cours magistraux (CM) et des travaux dirigés (TD).

ARTICLE 8. Obligation d'assiduité en travaux dirigés (TD)

8.1 – Les travaux dirigés sont assurés et notés sous la responsabilité des enseignants titulaires du cours magistral. L'assiduité, la participation et la recherche bibliographique sont, entre autres critères d'appréciation des capacités, prises en compte dans la notation.

8.2 – L'assiduité est obligatoire et contrôlée par l'enseignant chargé de TD. Après trois absences non justifiées en TD, l'étudiant se voit attribuer la note de zéro en contrôle continu.

8.3 – La présence en travaux dirigés de chacune des deux langues vivantes (LV1 : anglais ; LV2 : grec, latin, allemand, espagnol, italien ou chinois) est obligatoire selon les mêmes modalités que les travaux dirigés classiques.

8.4 – Les justificatifs d'absence doivent parvenir à l'enseignant en charge du TD lors de la séance qui suit l'absence.

8.5 – Les modalités de changement de groupe de TD ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- Sportifs de haut niveau sur présentation du justificatif du statut accordé par le Département des Activités Sportives,
- Raison médicale, sur indication écrite du médecin de prévention d'UT1,
- Salarié à temps plein, $\frac{3}{4}$ temps ou $\frac{1}{2}$ temps, sur présentation du contrat de travail,
- Double cursus.
- Etudiants chargés de famille.

8.6 – L'ensemble des modalités de changement sont organisées selon les délais fixés par la scolarité en charge de la formation.

8.7 - Les dispenses de TD et de régime spécial y compris pour les langues ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- Sportifs de haut niveau sur présentation du justificatif du statut accordé par le Département des Activités Sportives,

- Raison médicale, sur indication écrite du médecin de prévention d'UT1,
- Salarié à temps plein, ¾ temps ou ½ temps, sur présentation du contrat de travail,
- Double cursus.
- Etudiants chargés de famille.

8.8 - Dispositif GAINS :

. Des dispositifs d'aide à la réussite étudiante : Groupes d'Accompagnement Interdisciplinaires des Néo-Entrants dans le Supérieur (GAINS) seront proposés aux étudiants de première année de licence en droit, dès le premier semestre.

Ce module sera composé :

- d'accès à 2 plateformes d'auto formation : une plateforme d'autoformation pour l'amélioration du niveau de français (orthographe et grammaire), la plateforme Voltaire. Une deuxième plateforme d'auto formation à la logique COGITEST

- Un module « Initiation à l'éloquence » (sous forme de CM) sur des thèmes et auteurs divers (25 heures ETD).

- Un module « Ouverture sur le monde » (sous forme de CM) sur des thèmes généraux connectant l'Histoire de France à l'actualité nationale, européenne et internationale (25 heures ETD).

Chaque module pourra être choisi, indépendamment des autres, sur la base du volontariat.

Ces modules ne donneront pas lieu à évaluation.

ARTICLE 9. Langues vivantes :

9.1 – L'enseignement obligatoire de langues vivantes se déroule sous la forme de séances d'une heure et demie. Les absences répétées aux TD de langues sont sanctionnées dans l'évaluation finale (Charte du Département des Langues et Civilisations).

9.2 – L'étudiant doit obligatoirement suivre l'anglais en première langue vivante (LV1). Il doit en outre pour la seconde langue vivante (LV2) choisir une des six langues suivantes retenues en 1^{ère} ou 2^{nde} langue au baccalauréat : Grec, Latin, Allemand, Espagnol, Italien ou Chinois.

ARTICLE 10. Module vie professionnelle et stage

10.1 – Stage

S'il le souhaite, l'étudiant peut effectuer un stage d'une durée minimale d'une semaine dans le courant de l'année universitaire. Ce stage a pour finalité de favoriser son insertion professionnelle en lui permettant d'acquérir et de valoriser des compétences.

10.2 - Module vie professionnelle

La mise en œuvre du module vie professionnelle est confiée au SUIO-IP et se compose de temps d'information et d'accompagnement. L'objectif étant de faciliter l'insertion professionnelle.

Les modalités d'organisation de ce module sont détaillées en annexe.

Ainsi à l'issue du semestre 6, chaque étudiant ayant suivi l'ensemble du programme pourra se voir attribuer au semestre 6 des points de bonification.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 11. Organisation des examens

11.1 - Il existe une session d'examen et une session dite de seconde chance dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 12. Modalités d'organisation de la première session

12.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

- par un contrôle continu pour les travaux dirigés et les langues vivantes.
- par un examen terminal à la fin de chaque semestre pour les autres matières.

12.2 - Contrôle continu :

Le contrôle continu s'effectue lors des séances de travaux dirigés.

La note attribuée dans le cadre du contrôle continu résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves devant être réalisées notamment sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe.

Les notes de travaux dirigés sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire du cours magistral.

Chacune des matières de travaux dirigés est notée sur 20.

Les deux langues vivantes (l'anglais et la LV2) sont notées chacune sur 20. Ces notes sont valables pour les deux sessions.

12.3 - Examen terminal :

L'examen de chaque semestre comporte :

SEMESTRE 1 :

Une épreuve écrite anonyme d'une heure trente minimum sur chacune des trois matières de cours en : Introduction au droit public, Introduction au droit privé, Introduction historique à l'étude du droit, notée chacune sur 20.

Une épreuve écrite anonyme d'une heure trente minimum, ou orale, au choix de l'enseignant, en Institutions internationales, notée sur 20.

Une épreuve écrite d'une heure ou orale selon le choix de l'enseignant, sur la matière choisie en option en : Initiation à la gestion, Informatique ou Sociologie et psychologie sociale, notée sur 20.

SEMESTRE 2 :

Une épreuve écrite anonyme de trois heures minimum sur chacune des trois matières de cours en : Droit constitutionnel, Droit civil, Histoire des institutions, notée chacune sur 20.

Une épreuve écrite anonyme d'une heure trente minimum, ou orale, au choix de l'enseignant, en Institutions européennes, notée sur 20.

Une épreuve écrite anonyme d'une heure trente minimum, ou orale, au choix de l'enseignant, en Economie, notée sur 20.

Toute absence justifiée ou injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note de zéro.

Les justificatifs d'absence à une épreuve doivent parvenir à la scolarité dans les dix (10) jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

12.4 - Il y a deux sessions d'examen par an.

12.5 - Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors de ces deux sessions.

ARTICLE 13. Modalités d'organisation de la seconde chance

13.1 – La seconde chance est de droit pour les étudiants de Licence. Son accès ne peut être conditionné. Il ouvre la possibilité aux étudiants de valider les unités d'enseignement qui leur ont fait défaut sur les deux semestres conformément à l'arrêté d'examen de seconde chance votée en CFVU du ??? (cf :annexe).

ARTICLE 14. Bonifications

14.1 - Les modalités de valorisation des bonifications et la liste les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont en annexe du présent arrêté

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 15. Condition de validation des unités et des semestres

15.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation :

► Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation :

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui compose les blocs de compétences, soit un total de points de 300/600 ; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation. La validation du semestre emporte l'acquisition des 30 crédits européens correspondants (ECTS).

15.2 - Si la matière est obtenue par compensation, les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

15.3 - Les semestres sont validés isolément ou par compensation :

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation :

La compensation est organisée entre les deux semestres consécutifs du même niveau sans note éliminatoire.

ARTICLE 16. Conditions d'attribution d'une mention

16.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99.
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99.
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99.
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16.

Fait à Toulouse, le 14 mai 2019

Corinne MASCALA

La présidente de la commission de la
Formation et de la Vie Universitaire

PJ :annexes

LICENCE DROIT 1^{ère} année - MONTAUBAN
REGIME DES ETUDES ET CONTROLE DES CONNAISSANCES 2019-2020

Semestre 1	Enseignement	Statut (1)	Porteur	Crédits	CM (heures)	TD (3) (heures)	Modalités d'évaluation (2)	Points CM	Points TD	Total points Enseignement
	Bloc de compétences disciplinaires 1									
UE 1	Introduction au droit privé	obligatoire	Porteur	3	33		écrit	60		60
UE 2	Introduction au droit public	obligatoire	Porteur	3	33		écrit	60		60
UE 3	Introduction historique à l'étude du droit	obligatoire	Porteur	3	33		écrit	60		60
	Bloc de compétences disciplinaires 2									
UE 4	Institutions internationales	obligatoire	Porteur	5	30		écrit ou oral	100		100
UE 5	OPTION :	option		3	30		écrit ou oral	60		60
	Initiation à la gestion		Porteur							
	OU Informatique (15hCM et 7h30TD)		Porteur							
	OU Sociologie & psychologie sociale		Porteur							
	Bloc de compétences techniques									
UE6	Introduction au droit privé		Porteur	3		13,5			60	60
UE7	Introduction au droit public		Porteur	3		13,5			60	60
UE8	Introduction historique à l'étude du droit		Porteur	3		13,5			60	60
	Bloc de compétences linguistiques									
UE 9	Anglais (LV 1)	obligatoire	Porteur	2		12	contrôle continu		40	40
UE 10	LV2 : grec, latin, espagnol, allemand, italien, chinois	obligatoire	Porteur	2		12	contrôle continu		40	40
Total				30	159	64,5		280	320	600

LICENCE DROIT 1^{ère} année - MONTAUBAN
REGIME DES ETUDES ET CONTROLE DES CONNAISSANCES 2019-2020

Semestre 2	Enseignement	Statut (1)	Porteur	Crédits	CM (heures)	TD (3) (heures)	Modalités d'évaluation (2)	Points CM	Points TD	Total points Enseignement
	Bloc de compétences disciplinaires 1									
UE 1	Droit civil	obligatoire	Porteur	3	33		écrit	60		60
UE 2	Droit constitutionnel	obligatoire	Porteur	3	33		écrit	60		60
UE 3	Histoire des institutions	obligatoire	Porteur	3	33		écrit	60		60
	Bloc de compétences disciplinaires 2									
UE 4	Institutions européennes	obligatoire	Porteur	4	20		écrit ou oral	80		80
UE 5	Economie	obligatoire	Porteur	4	30		écrit ou oral	80		80
	Bloc de compétences techniques									
UE6	Droit civil		Porteur	3		13,5	contrôle continu		60	
UE7	Droit constitutionnel		Porteur	3		13,5	contrôle continu		60	
UE8	Histoire des institutions		Porteur	3		13,5	contrôle continu		60	
	Bloc de compétences linguistiques									
UE 9	Anglais (LV 1)	obligatoire	Porteur	2		12	contrôle continu		40	40
UE10	LV2 : grec, latin, espagnol, allemand, italien, chinois	obligatoire	Porteur	2		12	contrôle continu		40	40
Total				30	149	64,5		340	260	600

(1) obligatoire/optionnelle/libre

(3) contrôle continu

